# AMÉRIQUE LATINE - Les 10 écocides de l'année 2017

Carlos Ruperto Fermín

lundi 29 janvier 2018, mis en ligne par Françoise Couëdel

Nous recenserons aujourd'hui les dommages environnementaux les plus flagrants de l'année 2017. Une série d'écocides qui ont détruit les ressources naturelles en Amérique latine, au cours de douze mois dévastateurs, de sang, de douleurs et de larmes.

Quand l'appât du gain impose à la planète Terre ses propres règles du jeu un déséquilibre écologique s'installe sur nos territoires latino-américains, aggravé par l'inaction judiciaire des organismes publics qui sont incapables d'appliquer les lois de protection de l'environnement en vigueur pour punir efficacement les actes délictueux dénoncés.

La grande délinquance contre la Pachamama est une question multiforme au cœur des régions latino-américaines car chaque chef d'entreprise, grand propriétaire, guérillero ou politique a ses propres ambitions économiques qui doivent être rapidement satisfaites, quitte à violer le caractère sacré de l'Environnement et prendre par ignorance des décisions insensées.

De la Lagune de La Torrecillas à Porto Rico, en passant par la Serranía de Los Milagros en Bolivie, jusqu'à la ville de General Las Heras en Argentine, des dommages environnementaux sont à l'œuvre, que cachent les forfaits touristiques, les hôtels cinq étoiles, et les énormes centres commerciaux qui NE reflètent pas la réalité socio-environnementale de la géographie latino-américaine.

C'est pour cette raison que nous établirons la liste des dix principaux écocides recensés en Amérique latine en 2017 car nous NE pouvons pas nous taire, face à l'impunité généralisée, et nous voulons, aux côtés des citoyens, faire entendre la contestation sociale.

En dixième position nous trouvons les dommages environnementaux causés dans le Désert de La Tatacoa (Colombie), par l'organisation d'évènements de masse qui ont provoqué un haut degré de pollution de son remarquable écosystème. Le désert a été utilisé comme scène d'un gigantesque concert de musique électronique et comme lieu d'observation de l'éclipse solaire d'août 2017. Malheureusement les détritus ont envahi le désert de la Tatacoa car les visiteurs ont jeté tous les résidus solides de nourriture et de boissons alcooliques tandis que des milliers d'automobilistes souillaient les sables fragiles du département de Huila qui sont désormais une manne lucrative pour les investisseurs mafieux.

En neuvième position, vient la pollution de l'eau du Lac Llanquihue au Chili, en raison du déversement continu d'eaux résiduelles par l'Entreprise des services sanitaires de Los Lagos (Essal) qui a crée dans le lac un foyer permanent de pollution, au cours de l'année 2107, et a fait de ce lieu magique de la légende de Licarayén [1] un lamentable estuaire fécal.

En huitième position vient l'abattage des arbres d'une une forêt endémique dans la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie), sur une superficie de 600 mètres de long et jusqu'à 15 mètres de large. Il s'agissait d'effectuer des travaux de connexion par câbles de haute tension ; sans scrupule on a foudroyé des espèces endémiques de plantes comme le laurier cumin et le laurier jaune.

En sixième position nous constatons le déversement de 70 mille litres d'huile lubrifiante recyclée, à Nuevo León (Mexique). L'entreprise Retalsa s'est rendue coupable de souiller les fleuves La Silla, Santa Catarina et San Juan, sur une distance de 45 kilomètres, ce qui a eu pour conséquence l'interruption temporaire

des activités socio-économiques, en raison de la présence d'huile lubrifiante dans les affluents, et la mortalité des poissons.

En sixième position nous signalons le déversement de 5 800 galons d'huile combustible pour moteurs (ACPM) dans la municipalité de Simacota, en Colombie, du au renversement d'un camion de l'entreprise Parex Ressources ; la vie des paysans du Département de Santander a été très vite perturbée car le combustible a pollué les fleuves La Colorada et Magdalena, source d'eau potable pour les habitants et les animaux.

En cinquième position, nous dénonçons la destruction d'une partie du récif corallien mésoaméricain dans le village de Mahahual (Mexique). Le responsable en est le bateau de l'équipe de plongée « Pepe Dive Mahahual », qui, de façon totalement irresponsable, a jeté l'ancre sur le récif et arraché des fragments de coraux, sans respecter la fragilité écologique de la nature des Aztèques.

En quatrième position, nous signalons les dommages environnementaux qu'a subi le Parc international La Amistad, entre les provinces de Chiriquí et Bocas del Toro au Panama. Le tracé d'un chemin effectué avec de lourdes machines, sur une zone de plus d'un kilomètre de long, a perturbé la diversité biologique présente dans cette réserve de la biosphère, partagée avec le Costa Rica, classée au Patrimoine mondial de l'humanité.

En numéro trois, nous signalons le dépôt de boues toxiques dans le sous-sol de la communauté de San Nicolás Tlaminca (Mexique), en raison des travaux exécutés pour la construction du Nouvel aéroport international de la ville de Mexico (NAICM). Les déchets toxiques ont été extraits par dragage de l'ancien lac de Texcoco ; ils contenaient des substances chimiques dangereuses telles que du chlorure, du chrome, du bore et du carbonate. Ces boues toxiques ont été déposées dans les substrats de Tlaminca qui est une zone d'alimentation des couches aquifères, entraînant une urgence sanitaire pour les populations dont il faut garantir la qualité de l'eau et leur approvisionnement futur.

En deuxième position on relève les 300 barils de pétrole déversés à Trinidad et Tobago par l'entreprise d'État Petro Trin. Le volume de brut déversé par la raffinerie Pointe-à-Pierre a dépassé la zone maritime de Trinidad et atteint les eaux des côtes vénézuéliennes. Les îles de l'État de Nueva Esparta, les plages de l'État de Sucre et de l'archipel de los Roques, ont subi des dommages environnementaux dus à la fuite des hydrocarbures qui ont gravement perturbé la vie des pêcheurs, des surfeurs, des tortues marines, des touristes, des mangroves et des communautés rurales proches de l'origine du désastre.

En première position il y a les 3 000 arbres abattus au Venezuela, lors des manifestations de rue des opposants au régime. Le climat politique tendu que vit le Venezuela, en raison de la crise sociale, a accru brutalement le taux de déboisement dans les zones urbaines sur le territoire vénézuélien. Les opposants violents au régime démocratiquement élu se sont mués en bandes de délinquants qui abattent et brûlent des milliers d'arbres autochtones pour barrer les rues, en pratiquant la « *guarimba* », une forme de vandalisme.

Depuis que les manifestations de rue se sont intensifiées, du début de l'année 2014 jusqu'en 2017, quelque 10 000 arbres ont été abattus. Le déboisement est la parade politique de ces lâches opposants vénézuéliens pour exprimer le mécontentement populaire ; ils assassinent à coup de machettes et de scies électriques des milliers d'êtres vivants qui contribuent à maintenir l'équilibre écologique des villes, en offrant ombre, ressources, sagesse, oxygène et protection.

Rappelons que le Venezuela est un pays d'Amérique du Sud qui souffre directement des conséquences du phénomène météorologique d'El Niño : la prolongation de la période de sécheresse, due au manque de pluie, ajoutée au déboisement systématique qui s'accroît sur le sol brûlant du Venezuela a accru négativement le ressenti thermique dans les États de Zulia, Lara, Carabobo, Táchira, Anzoátegui, Caracas, Aragua, Bolivar, Miranda, Barinas et Falcón.

Les forces policières vénézuéliennes se refusent à punir en flagrant délit l'abattage indiscriminé des arbres bien qu'il constitue un délit qualifié par la Loi pénale de l'environnement. Sans craindre

d’enfreindre les lois en vigueur, les opposants au gouvernement continuent à abattre les arbres du Venezuela et continuent à supprimer les espaces verts des places, parcs, jardins, cimetières, et autoroutes. Tant que durera la crise politique vénézuélienne, l’abattage des arbres augmentera le stress environnemental.

En outre, le Venezuela souffre d’un phénomène de surpopulation qui est aggravé par un développement urbanistique agressif. On construit sans tenir compte des études d’impact environnemental. Nous constatons que les constructions d’infrastructures font germer les pires égoïsmes là où on devrait semer des graines de tolérance pour retrouver la splendeur de notre magnifique araguaney [2] et ramener la paix au sein de la nation bolivarienne révolutionnaire.

Nous avons parcouru l’étendue de l’Amérique latine et nous avons ressenti la souffrance de l’Amazonie dont la cicatrice brûle du sel rougi de la planète Terre.

Il est impossible de rêver de la pérennité d’un Monde clairement périssable. Nous avons constaté que le capitalisme sauvage achète les meilleures licences environnementales, achète le silence des entités gouvernementales corrompues et achète les génocidaires, d’une barbarie effrénée, qui règnent au XXIe siècle.

Vous et moi nous avons connaissance de nombreux écocides perpétrés au cours de l’année 2017 mais si nous restons silencieux, si nous ne dénonçons pas les dommages environnementaux que subissent nos communautés, alors nous nous rendrons complices des corporations nationales et étrangères qui s’acharnent à polluer les territoires latino-américains sur lesquels nous vivons quotidiennement.

Grâce aux pouvoirs des réseaux sociaux dont nous disposons, AUCUNE excuse n’est admissible pour échapper à l’engagement écologique en faveur de la planète. Dénonçons les délits sur Facebook, Twiter, Instagram, et sur WhatsApp. Abandonnant notre éternelle indifférence et réveillant une conscience nouvelle utilisons les outils technologiques pour le bien-être de l’Environnement.

De janvier à décembre, du lundi au dimanche, la Terre Mère exige respect, amour et volonté de changement de la part des HUMAINS pour sortir de ce cauchemar environnemental de l’an 2017 et faire qu’une lumière d’espoir illumine les chemins de l’an 2018.

---

**Carlos Ruperto Fermín** est Licencié en communication sociale, mention journalisme de l’Université de Zulia (Venezuela).

Texte original (espagnol) : http://hechoecologico.weebly.com/los10ecocidiosdel2017enamericalatina1.html

## Notes

[1] La légende Mapuche dit que l’esprit du volcan Osorno, jaloux de l’amour de la princesse Licarayen et du guerrier Quitralpi, décida de tout détruire sur son passage, déversant des torrents de feux et de laves. Pour calmer l’esprit, les Mapuche décidèrent d’offrir la princesse Licarayen en sacrifice. Depuis ce jour, le volcan est couvert de neige, cette dernière représentant l’âme pure de la princesse, sacrifiée pour sauver son peuple et son bien-aimé – NdlT.

[2] Le 29 mai 1948, l’araguaney, a été déclaré l’arbre symbole national du Venezuela – NdlT.